



Séance ordinaire du lundi 12 octobre 2020

L'an deux mille-vingt et le douze octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Michel ASLANIAN, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Serge GUISEPPIN, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Mathilde BORNE, Lionel LOPEZ, Marie MASSART, Julien MIRO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Ecocité - Convention Locale Ecocité - Avenant de prorogation - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu le label national Ecocité pour son projet territorial sur les communes de Castelnau-le-Lez, Montpellier, Lattes et Pérols, parmi 19 lauréats sélectionnés et aujourd'hui 35 au niveau national dans le cadre du plan « *Ville durable* », initié par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer, le Secrétariat Général Pour les Investissements (SGPI), la Caisse des Dépôts et Consignations, l'ADEME.

Cette démarche reconnue il y a 10 ans comme emblématique des innovations urbaines et territoriales de la Métropole, bénéficie des investissements d'avenir liés au grand emprunt national au titre du fonds Ville de Demain. Ces derniers ont permis d'impulser des projets d'expérimentation de solutions durables aussi bien dans le domaine de la gestion de l'eau et la culture du risque que dans celui de l'énergie et de la gestion numérique, ou encore celui des mobilités. Ils sont conduits avec les acteurs du territoire fédérant un écosystème d'industriels, de chercheurs et des pôles de compétitivité.

Le Fonds « *Ville de demain* » : « *EcoCité* »

L'aménagement des villes est un des chantiers prioritaires du programme d'investissements d'avenir (PIA) mis en place par l'Etat (SGPI). Il s'appuie sur la démonstration de nouvelles technologies pour créer des vitrines de process de la ville durable afin de les valoriser à l'export.

Ce programme a pour objet de soutenir l'investissement dans les villes afin de faire émerger un nouveau modèle urbain. Il vise à favoriser l'évolution des usages et des pratiques en ville et se développe autour de 4 axes de financement : « réseaux, connexions, énergie », « mobilité durable », « bâti démonstrateur », « espace public et environnement ».

Il s'adresse aux villes s'inscrivant dans la démarche Ecocité du Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer dont Montpellier Méditerranée Métropole fait partie.

Issues d'un processus très sélectif, les actions financées par le fonds « *Ville de demain* » (VDD) doivent répondre à un haut niveau de performance environnementale et d'innovation et avoir un fort caractère démonstrateur. Ce programme vise à compléter les outils de la politique publique en faveur du logement, de la rénovation urbaine des quartiers sensibles et du développement urbain durable.

Les actions de l'EcoCité PHASE 1 (2011-2015)

Le programme d'action EcoCité engagé sur la période 2011-2015, a permis à l'Etat d'accorder, au titre du Fonds Ville de Demain 14 175 000 € de subventions, par décision du Premier ministre :

- le 9 mars 2011 pour le projet de 4ème ligne de tramway : une subvention de 5 660 000 € ;
- les 3 octobre 2011 et 5 septembre 2012 : pour le projet EcoCité global une subvention de 8 515 000 € pour la période 2011-2014 (pour un montant total d'investissement de 42.046.900 €) :

Ville en alerte gestion intégrée du risque hydrologique : en cours de réalisation

(Système de surveillance et gestion en temps réel du risque hydrologique, Aménagement des dispositifs de rétention et de dépollution équipé de capteurs)

Mobilité: *Gestion Multimodale des Déplacements de l'Agglomération de Montpellier (GEMDAM) en cours*
Espace Multimodal Montpellier Agglomération (EMMA) réalisé mis en service

Energie :

Centrale de Tri génération – Cogénération Bois, réseau de chaleur Port Marianne réalisé mis en service

Secteur Port Marianne

Ilot La Mantilla – Numérique et Energie : réalisé mis en service

Ilot Rive Gauche : en cours de réalisation

Energie : Accompagnement innovant des performances énergétiques

Ilot Picasso

Energie : Groupe scolaire BEPOS Chengdu Ville de Montpellier: réalisé mis en service

Afin de mettre en œuvre les actions sélectionnées et de mobiliser les fonds obtenus, les partenaires composés de la Caisse des Dépôts et Consignations, de l'Etat, de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 28 février 2012 deux conventions l'une pour l'infrastructure de la ligne 4 de tramway, l'autre pour préciser la stratégie globale du projet EcoCité ainsi que les modalités d'interventions des fonds relatives aux actions sélectionnées. Cela a permis aux différents maître d'ouvrages concernés (notamment la Ville de Montpellier, la SERM, la SA3M et la SA Transdev) de bénéficier des subventions d'ingénierie et d'investissement.

Sur la base de cette contractualisation les actions ont été engagées dans les 4 années.

Par la suite d'autres appels à projets initiés par le ministère et le SGPI ont permis à l'agglomération de Montpellier d'être à nouveau lauréate.

Rénovation thermique des copropriétés – PHASE 1

Suite à l'appel à projets « rénovation thermique des bâtiments » initié en mars 2014 par le PIA, le comité de Pilotage Ecocité du 1er avril 2015 a rendu un avis favorable à la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, en accordant une subvention de travaux, sur les fonds d'Investissement d'Avenir, de 35%, soit jusqu'à 10 500 € par logement, permettant de rénover près de 600 logements.

La décision du premier ministre du 27 juillet 2015 concernait 17,8 M€ d'études et de travaux, et 6 M€ de subventions exceptionnelles Ecocité PIA VDD.

Les actions de l'EcoCité PHASE 2 (2015-2017)

Montpellier Méditerranée Métropole a répondu au 2ème appel à Projets Phase 2 du Fonds Ville de Demain pour la période 2015-2017.

Par une décision du 21 décembre 2015, le Commissariat Général aux Investissements a sélectionné 13 actions avec un montant total de subvention de 7 553 000 € pour un coût opération de 23 931 481 € HT d'assiette éligible.

Les actions sélectionnées concernent principalement :

- la démarche Cité intelligente ;
- l'énergie et le numérique avec l'opération Euréka à Castelnau-le-Lez, futur quartier à énergie positive ;
- la gestion de la mobilité ;
- Une nouvelle tranche de rénovation thermique des copropriétés.

Par une délibération n° 13919 du 26 mai 2016, il a été proposé d'autoriser la signature de la convention locale Ecocité Phase 2 pour la mise en œuvre de ce programme d'action ainsi que celui de la Rénovation énergétique.

A ce jour l'ensemble de ces décisions sur les Phase 1 et 2 de l'EcoCité de Montpellier Métropole ont permis d'engager 29 919 741,59 € dont 19 447 092,56 € ont été contractualisés.

La convention locale signée le 13 septembre 2016 prévoyait une date d'achèvement au 30 septembre 2020. Toutefois, malgré un avancement satisfaisant des actions d'investissement de l'Ecocité de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire de prendre en compte la prorogation de la convention nationale Etat – Caisse des Dépôts, relative au programme d'investissements d'avenir, qui a fait l'objet d'un avenant n° 2 du 20 juillet 2020 à la convention initiale du 14 juillet 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations. Celle-ci étant prolongée jusqu'en 2025, la convention locale de Montpellier doit être également prorogée.

Cet avenant à la Convention Locale Ecocité de Montpellier Méditerranée Métropole proposé, en modifiant l'article 9 des conventions locales, conduit donc à remplacer la date du 30 septembre 2020, actuellement indiquée, par la mention : « jusqu'à la date de fin de la convention Etat-Caisse des Dépôts ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'avenant à la Convention Locale Ecocité entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 22 voix

M. William ARS, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Serge GUISEPPIN, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 23/10/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201012-144343-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/10/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant à la convention locale

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.